



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »

NUMÉRO

E-E153394

VALABLE JUSQU'AU 26/01/2027

ÉDITÉ LE

31/12/2025

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 01/01/1999

Forme juridique : SARL

Capital : 12 000

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC SAINT BRIEUC CEDEX 421341207

Siret : 421 341 207 00015

Code NACE : 4321A

Numéro caisse de congés payés : 5019445

Assurance Responsabilité Travaux :
MMA IARD 106695320

Assurance Responsabilité Civile :
MMA IARD 106695320

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/12/2025

Raison sociale : CAIL EMILE

IMPASSE MARIOTTE
ZA DE KERZUGUET
22600 LOUDEAC

Téléphone : 02 96 28 36 24

Portable : 06 63 88 23 04

Site Internet :

E-mail : sarlcail@cegetel.net

Responsabilité légale :
CAIL EMMANUEL GÉRANT

Fax : 02 96 28 64 13

Effectif moyen : 6

Tranche de classification : EFF2A

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5111	Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m ² (Technicité courante) Mention RGE	11/01/2024
5133	Installation de chauffe-eau thermodynamique	27/01/2023
5231	Installation de pompe à chaleur et groupe froid en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m ² Mention RGE	19/01/2023
5311	Installation de VMC en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment inférieur à 1000 m ² Mention RGE	26/02/2025

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Pompe à chaleur : chauffage	01/01/2021
o Chauffe-Eau Thermodynamique	01/01/2021
o Radiateurs électriques, dont régulation.	01/01/2021
o Ventilation mécanique	26/02/2025

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIOR

SIGNATURE
DU TITULAIRE



La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.